

C'est tout d'abord l'introduction de l'idée de l'existence *simultanée* des notions du parti et du prolétariat, de l'impossibilité de les séparer tant au point de vue politique qu'historique (mais non au point de vue de la physique sociale et des situations contingentes). L'un ne peut exister sans l'autre, ils se conditionnent mutuellement, et la source même du travail théorique du parti se situe uniquement dans les conquêtes de la classe ouvrière et d'elle seule. La seconde précision se rapporte aux revendications partielles et aux syndicats. Pour ces premières, nous ne les considérons pas du simple point de vue d'une étape intermédiaire, précédant la conquête du pouvoir, mais comme les molécules de l'œuvre qui exprime la courbe de l'ascension du prolétariat vers la société communiste. Il ne s'agit donc pas d'une différence quantitative entre revendications partielles et finales (bien qu'apparemment il semble en être ainsi) mais de la différence de grandeur d'une même substance. C'est ce qui nous permet par exemple de dire que les prétendues conquêtes des ouvriers de Barcelone, dans le domaine économique et politique ne sont, en définitive, que des défaites prolétariennes puisque les socialisations sont vivifiées par le sang de l'Etat bourgeois et non par le sang d'un Etat révolutionnaire et prolétarien. Pour les syndicats, notre position à l'égard de l'unité syndicale ne signifie pas qu'elle se fonde sur la perspective de la lutte des masses contre les états-majors syndicaux qui sont autant de serviteurs de la domination capitaliste, et sur la nécessité de ne pas fonder d'autres organisations jusqu'au moment où cette lutte éclatera. Instruits par les expériences de Russie, d'Allemagne, de France et des autres pays, nous voyons dans la question des syndicats, leur unité, une manifestation des situations : tant que celles-ci jointes à l'intervention du parti n'auront pas permis aux masses d'acquiescer la conscience supérieure leur permettant de se rassembler unitairement pour la lutte contre le capitalisme et à créer des organisations les englobant à cette fin, la scission des syndicats, tout comme la création d'autres organisations n'aboutissent qu'à rendre plus compliquée encore la lutte du prolétariat et au surplus, à engendrer de nouvelles équivoques par le truchement de courants hybrides aussi bien politiques que syndicaux. Peut-on dire que l'heure de la scission son-

ne uniquement à l'ép. que des luttes révolutionnaires? On le pourrait en se basant sur les expériences que nous avons vécues, mais la politique prolétarienne ne peut pas présager des circonstances à venir. Ce qu'elle peut et doit faire c'est prédéterminer, sur la base d'une analyse matérialiste de l'évolution précédente, les lois qui l'accompagnent cette évolution, et pour ce qui nous occupe, proclamer que le moment de la scission se présente lorsque l'époque de l'inféodation des syndicats au capitalisme et de la possibilité pour ces syndicats de contrôler les masses, fait place l'époque où le parti révolutionnaire peut appeler les ouvriers à lutter pour leur revendications partielles sous le guide du nouvel organisme unitaire des masses capable d'acheminer leur bloc compact dans la voie de la lutte contre le capitalisme.

Ces précisions données, et afin de mieux situer la divergence avec le Cde Hennaut nous croyons utile de reprendre les positions contenues, au sujet du parti, dans la « Résolution sur le rôle du Parti Communiste dans la Révolution prolétarienne » approuvée par le 2e Congrès de l'Internationale Communiste. On lit à la thèse 5 : « L'Internationale Communiste répudie de la façon la plus catégorique l'opinion suivant laquelle le prolétariat peut accomplir sa révolution sans avoir son parti politique. Toute lutte de classe est une lutte politique. Le but de cette lutte, qui tend à se transformer inévitablement en guerre civile, est la conquête du pouvoir politique. C'est pourquoi le pouvoir politique ne peut être pris, organisé et dirigé que par tel ou tel parti politique. Ce n'est que dans le cas où le prolétariat est guidé par un parti organisé et éprouvé, poursuivant des buts clairement définis et possédant un programme d'action susceptible d'être appliqué, tant dans la politique intérieure que dans la politique extérieure, ce n'est que dans ce cas que la conquête du pouvoir politique peut être considérée non comme un épisode, mais comme le point de départ d'un travail durable d'édification communiste de la société par le prolétariat. »

Voici maintenant ce que dit le Cde Hennaut à la page 18 de son rapport :

« La révolution prolétarienne est impossible sans que se créent les instruments de la conscience politique du prolétariat : ses partis. Et, encore, lorsque ces conditions sont remplies, le prolétariat ne peut atteindre

une unité révolutionnaire, une pleine maturité sans un brassage des divers courants politiques qui l'ont travaillé. En Espagne, il n'y a rien de pareil qui se soit produit ».

À première vue, l'on pourrait déduire, de la comparaison des trois textes qu'aucune divergence n'existe au moins pour ce qui concerne les événements d'Espagne, entre le Cde Hennaut et notre fraction, les deux points de vue étant confrontés avec la thèse de l'Internationale que nous avons reportée. Il y a cependant dans la phrase du Cde Hennaut l'idée de la pluralité des partis alors que la notion du parti de classe est explicitement indiquée dans la thèse de l'Internationale. Il n'est pas dans nos intentions d'esquisser dans cet article, ce point-là, ni celui du brassage des différents partis par la classe ouvrière, formule à laquelle nous préférons de beaucoup celle de la maturation de la situation révolutionnaire et, avec elle, de la conscience communiste au sein du prolétariat, hissant le parti à la réalisation de sa tâche spécifique.

L'affirmation générale du Cde Hennaut, en ce qui concerne les conditions pour la révolution prolétarienne en Espagne, ajoutée à sa déclaration explicite que « rien de pareil n'existe en Espagne » devrait fournir la base pour un éclaircissement définitif des divergences. Mais il n'en est pas ainsi et cela pour deux raisons : tout d'abord parce que le rapport du Cde Hennaut contient une notion de la « révolution » qui semble pouvoir être séparée de la notion du prolétariat, et, enfin, parce que dans le mécanisme de la pensée du Cde Hennaut il n'existe pas le mouvement indispensable à la construction de la théorie marxiste.

Avant tout, nous essayerons de préciser la notion de « situation révolutionnaire ». Voici tout d'abord ce que dit la thèse 2 de l'Internationale Communiste (2e Congrès), sous le titre : « L'essence de la dictature du prolétariat et du pouvoir des Soviets » :

« La victoire du socialisme (première étape du communisme) sur le capitalisme exige l'accomplissement par le prolétariat, seule classe réellement révolutionnaire, des trois tâches suivantes :

La première consiste à renverser les exploités et, en premier lieu, la bourgeoisie, leur représentant économique et politique principal; il s'agit de leur infliger une défaite totale, de briser leur résistance, de rendre impossible de leur part toute tenta-

tive de restauration du capital et de l'esclavage salarié. La deuxième condition consiste à entraîner à la suite de l'avant-garde du prolétariat révolutionnaire, de son parti communiste, non seulement tout le prolétariat, mais aussi toute la masse des travailleurs exploités par le capital, à les éclairer, à les organiser, à les éduquer, à les discipliner au cours même de la lutte impitoyable et téméraire contre les exploités, à arracher dans les pays capitalistes cette écrasante majorité de la population à la bourgeoisie, à lui inspirer pratiquement confiance dans le rôle de directeur du prolétariat de son avant-garde révolutionnaire.

La troisième, de neutraliser ou de réduire à l'impuissance les inévitables hésitants entre le prolétariat et la bourgeoisie; entre la démocratie bourgeoise et le pouvoir des Soviets, de la classe de petits propriétaires ruraux, industriels et négociants, encore assez nombreux bien que ne formant qu'une minorité de la population et des catégories d'intellectuels, d'employés, etc., gravitant autour de cette classe. »

Il pourrait paraître que la citation ci-dessus n'est pas pertinente car le Cde Hennaut souscrit aux formulations qui y sont contenues. Mais l'accord n'est que formel. En effet, quand nous posons le problème : « qu'est-ce qui conditionne une situation révolutionnaire, dans l'époque historique actuelle du capitalisme ? », le Cde Hennaut au lieu de s'en référer aux facteurs indispensables pour actionner la révolution prolétarienne, s'en rapporte à des considérations qui le poussent à affirmer que cette situation s'est ouverte même si aucune des trois conditions contenues dans les thèses de l'Internationale n'existe. Cependant Hennaut, partant de la thèse précitée au sujet du parti, affirme qu'en Espagne ce parti n'existe pas du tout. Alors comment se pourrait-il qu'une situation révolutionnaire y existe? Ici nous devons aborder le problème de la nature du mécanisme idéologique qui engendre la pensée du Cde Hennaut.

Nous lisons à la page 30 des « Questions Fondamentales du marxisme » de Plekhanov, ce qui suit :

« Il va de soi qu'en parlant de solution complète de ce grand problème, nous n'avons en vue que sa solution générale algébrique, que le matérialisme n'avait pu trouver durant des siècles. Il va de soi qu'en parlant de solution complète, nous avons